ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 8 octobre 1984, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "portant des dispositions fiscales", a donné le 10 octobre 1984 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 8e oktober 1984 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende fiscale bepalingen", heeft de 10e oktober 1984 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PRELIMINAIRE.

Il appartiendra au Gouvernement d'examiner si, dans un but de clarté, l'exposé des motifs, par ailleurs fort complet, ne gagnerait pas à être assorti d'un commentaire du projet article par article.

Pour le surplus, dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat doit se borner aux observations qui suivent :

DISPOSITIF.

Article 2.

Le 7° de l'article 19 du Code des impôts sur les revenus ayant été remplacé antérieurement par l'article 4, 1°, de la loi du 28 décembre 1983, l'article devrait être rédigé plus simplement comme suit :

"Article 2.-

L'article 19, 7°, e, du même Code, remplacé par l'article 4 de la loi du 28 décembre 1983, est complété comme suit :

"et l'Office central de crédit hypothécaire".

.../...

Article 3.

L'article 32bis, alinéa 3, 2°, a, du Code prévoit l'immunité des pensions, rentes, capitaux ou valeurs de rachat dans le cas où l'immunité des cotisations d'assurance-vie prévue à l'article 54 n'a pas été "demandée". La loi en projet tend à ajouter à cette hypothèse le cas où la réduction d'impôt prévue à l'article 87bis n'a pas été "demandée".

1. Dans un cas comme dans l'autre, le participe passé "demandées" paraît inadéquat puisque l'immunité ou la réduction peuvent avoir été demandées sans avoir été obtenues, alors que c'est manifestement la non-obtention de cette immunité ou de cette réduction qui constitue le critère qui doit être retenu.

2. La réduction d'impôt intervient après l'épuisement de la tranche totalement immunisée. Comme l'immunité des pensions, rentes, capitaux ou valeurs de rachat requiert l'absence totale de faveurs fiscales à l'égard des cotisations, l'intérêt de viser la réduction prévue à l'article 87bis nouveau n'apparaît que dans l'éventualité où plusieurs contrats ont été établis. Dès lors, le texte en projet gagnerait à mettre mieux en évidence la portée de la modification proposée.

.../...

Le texte suivant pourrait être retenu :

"Article 3.-

L'article 32bis, alinéa 3, 2°, a, du même Code, inséré par l'article 19 de la loi du 5 janvier 1976, est remplacé par le texte suivant :

"a) soit l'immunité prévue à l'article 54, soit la réduction d'impôt prévue à l'article 87bis n'ont pas été obtenues;".

Article 4.

L'article serait rédigé de manière plus conforme à l'usage dans les termes suivants :

"Article 4.-

Une nouvelle subdivision "H. - Pensions payées ou attribuées aux conjoints", comprenant un article 32quater rédigé comme suit, est insérée dans le titre II, chapitre II, section 4, sous-section 1ère, du même Code :

"Article 32quater. Les revenus visés ... (la suite comme au projet)".

Article 5.

Selon le texte en projet, qui rétablit un 6° dans l'article 45 du Code, seraient notamment considérées comme charges professionnelles dans le chef de leur débiteur, les

.../...

pensions de retraite ou de survie, les rentes viagères ou temporaires, ainsi que les allocations en tenant lieu, pour autant que leur montant ne dépasse pas les sommes "qui seraient obtenues par le versement de cotisations visées au 3°, b" du même article 45.

Cette formule restrictive tendrait à éviter, dans l'esprit des auteurs du projet, la déductibilité de pensions jugées excessives.

La seule référence à l'article 45, 3°, b, du Code ne permet pas de déterminer la limite applicable. Ce 3°, b, se borne, en effet, à viser les "cotisations patronales d'assurance complémentaire contre la vieillesse et le décès prématuré lorsque ces cotisations sont versées à titre définitif, en dehors de toute obligation légale, à une entreprise ou caisse d'assurance ou de prévoyance sociale établie en Belgique, en vue de la constitution d'une rente ou d'un capital, en cas de vie ou en cas de décès".

Selon les explications fournies au Conseil d'Etat, la formule utilisée dans le texte en projet ferait implicitement référence à un "Accord" entre, d'une part, la Fédération des entreprises de Belgique, l'Union professionnelle des entreprises d'assurances, l'Association belge des fonds de pensions et le Groupement des assurés de l'industrie, et, d'autre part, l'Administration des contributions directes.

.../...

Le texte de cet "Accord" a été publié, sans indication de date, dans le Bulletin des contributions n° 615 de mars 1983, page 601. On y lit, au point 18 :

> "Le but à atteindre prévu par le règlement (1), ajouté aux autres prestations en cas de retraite visée par le règlement, tant légales qu'extra légales, tous exprimés en rentes annuelles, assurées sur la tête du bénéficiaire (à l'exception toutefois des prestations d'assurance-vie individuelle ou assimilées, mais y compris celles résultant d'un engagement contractuel couvert - ou non - par une assurance du type dirigeants d'entreprises) ne peut dépasser 100 p.c. de la moyenne des rémunérations normales nettes des cinq années antérieures d'activité normale".

Au sens de cette clause, la rémunération nette ne comprend pas les cotisations personnelles de sécurité sociale ou de pension complémentaire ni les charges professionnelles, que les pensionnés ne supportent plus. Mais la rémunération nette inclut la charge fiscale, de manière que la pension nette d'impôt puisse atteindre le même montant que la rémunération nette d'impôt des dernières années de la carrière.

En résumé, l'Administration des contributions directes accorde des avantages fiscaux pour la constitution d'une pension privée pouvant atteindre à soixante-cinq ans (quarante ans de carrière), le même montant que le traitement.

.../...

(1) Il s'agit des conditions générales des contrats de droit privé formant la police des assurances de groupe.

La limite prévue à l'article 45, 6°, en projet, par référence au 3°, b, du même article, est de nature à avoir un effet direct sur la détermination du revenu imposable de l'employeur; elle touche donc à l'assiette de l'impôt.

Pour respecter le prescrit de l'article 110 de la Constitution, cette limite doit être exprimée par la loi, c'est-à-dire dans le Code. Il ne se conçoit pas qu'elle résulte d'un accord, au surplus toujours revisable, passé entre une administration et des groupements professionnels.

Enfin, le texte figurant dans l'accord ne pourrait être inséré dans le Code sans qu'en soit sérieusement revue la rédaction, particulièrement incorrecte. Ainsi l'expression "le but à atteindre" est manifestement inadéquate pour exprimer une interdiction.

En conclusion, l'article doit être revu.

Article 6.

Le début de l'article devrait être rédigé comme suit :

"Dans le texte français de l'article 48, § 3, du même Code, inséré par l'article 37 de la loi du 31 juillet 1984, les mots ... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 7.

Mieux vaudrait écrire :

"Dans l'article 71 du même Code, le paragraphe 1er, 7°, et le paragraphe 5, ... (la suite comme au projet)".

Article 8.

Le début de l'article devrait être rédigé comme suit :

"Dans l'article 82 du même Code, § 1er, modifié par les lois du 22 décembre 1977 et 11 avril 1983, et § 5, modifié par les lois des 20 juillet 1971 et 22 décembre 1977, le montant ... (la suite comme au projet)".

De l'accord du délégué du Ministre, le montant de 30.000 francs devrait être également modifié à l'article 81, § 2, 3°, du Code.

Article 9.

Le paragraphe 1er pourrait être rédigé plus simplement comme suit :

"§ 1er. Dans le titre II, chapitre III, section 1ère, du même Code, la sous-section 3bis et l'article 87bis, remplacé par l'article 1er de la loi du 28 décembre 1983 et

.../...

modifié par l'article 39 de la loi du 31 juillet 1984, deviennent respectivement la sous-section 3ter et l'article 87ter".

Dans le paragraphe 2, les 2° et 3° devraient être réunis ainsi qu'il suit :

"2° aux 1°, 2°, 3° et 4°, les mots "les revenus professionnels imposables sont constitués" sont remplacés par les mots "le revenu imposable est constitué".

Article 10.

Au paragraphe 3, il faut écrire dans le texte en projet : "... applicable à chaque conjoint ...".

Article 11.

Il conviendrait d'écrire :

"Article 11.-

Dans l'article 88 du même Code, les alinéas 2 et 3, insérés par l'article 8 de la loi du 24 décembre 1964, sont abrogés".

.../...

Article 13.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 92, § 1er, du même Code, modifié par l'article 27 de la loi du 5 janvier 1976, par l'article 12 ... (la suite comme au projet)".

Article 14.

L'article serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Article 14.-

A l'article 93 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

"1° Le paragraphe 1er, 2°, modifié par l'article 14, 1° et 2°, de la loi du 3 novembre 1976, par l'article 8, 2°, de la loi du 22 décembre 1977, par l'article 3, 2°, de l'arrêté royal n° 2 du 15 février 1982 et par l'article 8, 1°, de l'arrêté royal n° 29 du 30 mars 1982, est complété comme suit :

"f) ... (comme au projet);

g) ... (comme au projet);

h) ... (comme au projet)".

2° Dans le paragraphe 2, modifié par l'article 11, 3°, de la loi du 15 juillet 1966 et par l'article 8, 3°, de la loi du 22 décembre 1977, les mots ... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 15.

L'article devrait être rédigé comme suit :

"Article 15.-

L'article 93bis, § 1er, 1°, du même Code, inséré par l'article 1er de l'arrêté royal n° 10 du 15 février 1982 et modifié par l'article 3 de la loi du 28 décembre 1983, est abrogé".

Article 16.

Cet article tend à compléter l'article 95, alinéa 2, du Code, en vue de donner au Roi le pouvoir de déterminer "la mesure dans laquelle et les modalités selon lesquelles s'effectue la répartition entre les associés des pertes professionnelles de la société".

Il ne peut s'agir dans cette disposition d'entraver la répartition des pertes opérée dans le respect des conventions propres aux sociétés de personnes mais de les prendre en considération pour l'application des lois fiscales.

La mesure dans laquelle la répartition des pertes sera fiscalement admise a une influence sur la base imposable et touche donc à l'assiette de l'impôt.

.../...

La disposition citée à titre indicatif dans l'exposé des motifs, et destinée à être insérée dans l'arrêté royal d'exécution du Code, doit être adoptée par le législateur lui-même pour respecter la compétence exclusive et non susceptible de délégation qui lui est attribuée par l'article 110 de la Constitution.

Dans le même ordre d'idées, à propos de l'article 95, alinéa 2, dans sa rédaction actuelle, le Conseil d'Etat croit devoir rappeler l'observation analogue qu'il avait faite, et longuement développée, dans l'avis donné le 19 mars 1973 sur le projet devenu la loi du 25 juin 1973 modifiant le Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne notamment la taxation des plus-values, l'assiette et le calcul de l'impôt des sociétés et de l'impôt des non-résidents, ainsi que la répression de certaines formes de fraude et d'évasion fiscales (Doc. Chambre, session 1972-1973, n° 521/1 du 29 mars 1973, pages 41 à 49).

Article 18.

Il y a lieu d'écrire :

"L'article 108, 3°, du même Code, modifié par l'article 29 de la loi du 25 juin 1973, est abrogé".

.../...

Article 19.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Dans l'article 109 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° au 4°, modifié par l'article 3 de la loi du 25 juillet 1974 et par l'article 27 de la loi du 8 août 1980, les mots "de 30.000 francs", ... (la suite comme au projet);

2° le 5°, inséré par l'article 15 de la loi du 10 février 1981, est abrogé".

Article 21.

Dans le texte français du 3° en projet, il y a lieu d'écrire "des cotisations" au lieu de "les cotisations".

Article 22.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"A l'article 138, alinéa 2, du même Code, modifié par l'article 11 de la loi du 19 juillet 1979 et par l'article 30 de la loi du 8 août 1980, sont apportées les modifications suivantes :".

Au 2°, il faut écrire "l'alinéa" au lieu de "l'article".

.../...

Article 23.

Dans la phrase liminaire, il faut écrire : "modifié par l'article 66 (et non 6) de la loi du 25 juin 1973 ...".

Dans le 2° en projet, mieux vaudrait écrire : "... la diminution n'est pas applicable lorsque le créancier, bien qu'ayant effectué l'opération en son nom propre, a agi en réalité pour le compte de tiers qui lui ont fourni les fonds nécessaires au financement de l'opération et qui en ont assumé les risques en tout ou en partie ...".

Article 24.

Au début de l'article, il y aurait lieu d'écrire : "L'article 191, alinéa 1er, 5°, du même Code, ...".

Article 29.

L'article 305 du Code a une portée générale. Il s'applique à toutes les sommes dues au titre de l'impôt sur les revenus.

Le texte en projet s'applique au cas particulier du précompte professionnel. Il gagnerait de ce fait à être présenté sous la forme d'un alinéa distinct.

Le texte suivant est proposé pour la phrase liminaire :

"Dans l'article 305 du même Code, modifié par l'article 4 de la loi du 25 juillet 1974, il est inséré entre les alinéas 2 et 3, un nouvel alinéa rédigé comme suit : ...".

Article 30.

Il faut écrire : "modifié par l'article 5 de la loi du 27 juin 1966" et non "modifié par l'article 30, § 5, 4°, de la loi du 15 juillet 1966".

Articles 33 et 34, § 1er, n° 5.

L'article 33 abroge l'article 9, § 1er, a, de l'arrêté royal n° 118 du 23 décembre 1982 relatif à la création de zones d'emploi, qui est rédigé comme suit :

"Les cadres et chercheurs de nationalité étrangère au service des entreprises établies dans une zone d'emploi ne sont pas soumis, pour la durée de leur emploi dans la zone d'emploi :

a) aux dispositions de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs".

Dans son avis du 16 novembre 1982 sur le projet d'arrêté royal n° 118, le Conseil d'Etat avait attiré l'attention du Gouvernement sur l'incompatibilité existant entre la disposition précitée et la réglementation des Communautés européennes (Moniteur belge du 29 décembre 1982, pp. 15.359 et 15.360). L'exposé des motifs de l'avant-projet de loi explique que c'est en raison de cette réglementation européenne que l'article 9, § 1er, a, de l'arrêté royal n° 118 est, à présent, abrogé.

L'article 34, § 1er, n° 5, abroge l'article 6, § 1er, a, de l'arrêté royal n° 187 du 30 décembre 1982 relatif à la création de centres de coordination, qui soulève la même difficulté que l'article 9, § 1er, a, de l'arrêté n° 118.

.../...

Cette double abrogation ne peut qu'être approuvée. Toutefois, les dispositions examinées n'ont pas de caractère fiscal. Aussi faudrait-il soit les écarter du présent projet, soit modifier l'intitulé de ce dernier.

+

Le procédé d'abrogation choisi dans l'article 33 présente l'avantage de ne pas exiger le vote, par les Chambres législatives, d'une disposition nouvelle, mais aussi l'inconvénient de laisser subsister, dans le paragraphe 1er de l'article 9 de l'arrêté royal n° 118 du 23 décembre 1982, un b auquel ne correspondrait plus de a.

Mieux vaudrait sans doute rédiger l'article comme suit :

"Article 33.-

L'article 9, § 1er, de l'arrêté royal n° 118 du 23 décembre 1982 relatif à la création de zones d'emploi, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Les cadres et chercheurs de nationalité étrangère au service des entreprises établies dans une zone d'emploi ne sont pas soumis, pour la durée de leur emploi dans cette zone, à l'obligation d'obtenir un permis de travail ou une carte professionnelle".

La même observation vaut pour l'article 34, § 1er, n° 5, qui abroge l'article 6, § 1er, a, de l'arrêté royal n° 187 du 30 décembre 1982 relatif à la création de centres de coordination.

Article 34.

A. En son point 1, l'article 34, § 1er, remplace l'article 3 de l'arrêté royal n° 187. Le texte en projet se lit comme suit :

.../...

"Pour que les articles 5 et 6 lui soient applicables, le centre doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° ...

2° ...

3° être agréé par le Roi, sur la proposition du Ministre des Finances, du Ministre des Affaires économiques, du Ministre de l'Emploi et du Travail et du Ministre des Classes moyennes".

Dans la version originelle de l'article 3, seules les deux premières conditions étaient fixées - moyennant certaines différences. Un article 7 -que l'article 34, § 1er, n° 6, du projet abroge- dispose comme suit :

"§ 1er. Le centre qui satisfait aux conditions visées à l'article 3 est reconnu par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires économiques.

§ 2. Le centre doit être reconnu dans les trois ans qui suivent la publication du présent arrêté pour pouvoir bénéficier des avantages prévus par celui-ci.

§ 3. Le présent arrêté s'applique aux centres créés après son entrée en vigueur".

Il n'est pas équivalent de faire apparaître l'agrément comme une condition parmi d'autres, qui serait requise pour obtenir les avantages fiscaux, ainsi que le projet le fait, et de faire de cet agrément une simple condition de forme de la reconnaissance à laquelle le centre aurait droit dès qu'il remplit les conditions de fond prévues à l'article 3 (formule de l'article 7 en vigueur). Dans ce deuxième cas, le pouvoir du Roi est lié. Par contre, l'article 3 en projet, tel qu'il est rédigé, présente l'agrément du centre par le Roi comme une condition supplémentaire, distincte des deux premières.

.../...

L'exposé des motifs, loin de justifier cette présentation nouvelle de la reconnaissance ou de l'agrément, insiste sur le fait que la situation qui résultera de la modification n'emportera aucun changement de fond. Il s'exprime, en effet, comme suit :

> "Le projet précise, en outre, que le centre doit être agréé par le Roi, sur la proposition du Ministre des Finances, du Ministre des Affaires économiques, du Ministre de l'Emploi et du Travail et du Ministre des Classes moyennes. L'agrément par le Roi, qui est prévu par l'article 7 de l'arrêté royal, étant une condition pour l'obtention du régime prévu par cet arrêté royal, il a été jugé plus indiqué de l'insérer dans l'article 3 qui énumère les conditions auxquelles le centre doit répondre.
>
> Cette condition d'agrément devient comme telle une condition de forme essentielle. Elle ne modifie cependant pas la nature de l'intervention du Comité composé des quatre Ministres signataires, ni du groupe de travail ad hoc auquel le Conseil des Ministres a confié la tâche d'instruire les dossiers. Aucune condition de fond ou de forme, autres que celles qui sont expressément prévues, ne peut donc être exigée pour l'agrément d'un centre de coordination, telle que, par exemple, l'obligation de respecter une localisation déterminée".

On remarquera, en particulier, que si la compétence du Roi n'était pas liée, l'obligation de respecter une localisation déterminée pourrait être prévue dans l'arrêté d'agrément, ce qui irait à l'encontre des termes exprès de l'exposé des motifs.

La rédaction du texte devrait, dès lors, être revue, par exemple pour en revenir à la présentation actuelle des dispositions.

B. 1. Tel qu'il est rédigé, et eu égard à l'article 42, § 3, alinéa 1er, du projet, l'article 4 en projet aurait pour effet que les avantages prévus aux articles 5 et 6 seraient accordés aux centres tantôt pour dix exercices imposables,

tantôt pour onze (cette dernière éventualité dans l'hypothèse où l'exercice comptable ne correspondrait pas à l'année civile et où la demande aurait été introduite entre le début de l'exercice comptable et la fin de l'année civile). Selon le délégué du Ministre, le texte devrait être modifié de manière que tous les centres bénéficient des avantages fiscaux pendant la même durée, quelle que soit la date de la demande; mais la détermination de cette durée devrait faire l'objet d'une proposition nouvelle du Gouvernement et d'une décision des Chambres législatives.

De toute façon, la modification à apporter à l'article 4, alinéa 1er, de l'arrêté n° 187 devrait se référer uniquement à des périodes imposables et non à une période imposable et à une année civile.

2. L'intérêt que présente l'alinéa 2 de l'article 4 en projet n'est pas perceptible. Aucune disposition de la loi en projet n'interdit à un centre agréé en vertu de celle-ci de demander un nouvel agrément à l'expiration de la période visée à l'alinéa 1er. En ce cas, le nouvel agrément sera accordé par le Roi conformément à l'article 3, 3°, en projet.

Il serait en conséquence assez paradoxal que la prolongation de dix ans admise par l'alinéa 2 requière un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, alors que l'agrément lui-même ne nécessite pas une telle délibération.

Dans l'un comme dans l'autre cas, la société doit introduire une demande. Aussi l'alinéa 2 doit-il être supprimé.

Le délégué du Ministre en est convenu.

.../...

C.1. A l'article 5, § 1er, en projet, il y a une certaine contradiction à faire figurer, dans une même phrase, l'intention de déroger à certaines dispositions du Code des impôts sur les revenus et la fixation d'un forfait minimum, en partie sur la base des mêmes dispositions.

Il est donc proposé de formuler la règle en deux alinéas, comme suit :

"Article 5.-

§ 1er. Par dérogation aux articles 96 à 115, 142 et 144 à 148 du Code des impôts sur les revenus, le revenu imposable du centre est déterminé forfaitairement.

Cette détermination est faite sur la base des dépenses et charges de fonctionnement, à l'exclusion des frais de personnel et des charges financières, sans que le revenu ainsi déterminé puisse être inférieur au montant formé par le total : ... (la suite comme au projet)".

2. A l'article 5, § 2, en projet, il faut écrire "L'article 126 ..." au lieu de "Les dispositions de l'article 126 ...".

+

Pour le surplus, l'entrée en vigueur de l'article 34 soulève une difficulté qui sera évoquée à propos de l'article 42, § 3.

Article 35.

Dans la phrase introductive, il faudrait écrire : "L'article 29, 2°, de la loi du 11 avril 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires ...".

.../...

Dans le texte français de la disposition en projet, il faudrait écrire : "... qu'ils utilisent en Belgique pour l'exercice de leur activité professionnelle ...".

Dans le texte néerlandais, il faudrait écrire : "hun beroepswerkzaamheid" au lieu de : "de beroepswerkzaamheid".

Article 36.

La loi du 31 juillet 1984 doit être citée avec son intitulé comme suit : "de la loi de redressement du 31 juillet 1984".

Article 37.

Dans l'avis L. 16.220/1/9, donné par le Conseil d'Etat, à la demande du président de la Chambre des Représentants, sur le projet devenu la loi du 31 juillet 1984 (1), une observation a été faite que l'urgence a, semble-t-il, empêché la Chambre de prendre suffisamment en considération.

En ce qui concerne l'article actuellement en projet, le Conseil d'Etat ne peut que rappeler mutatis mutandis, cette observation.

.../...

- - - - - - - - - - -

(1) Doc. Ch. 1983-1984, n° 927/28.

"En faisant dépendre l'assiette de l'impôt sur les revenus d'un contribuable, d'éléments du patrimoine de ses parents et de ses alliés, sans qu'aucune condition de cohésion familiale ni aucune présomption d'interposition de personnes ne soit énoncée, la disposition nouvelle blesse le principe de l'égalité des Belges devant l'impôt (1).

En effet, le fait qu'un contribuable, qui n'a ni conjoint ni parents ni alliés, ne se trouve pas exposé à perdre l'exemption d'impôt prévue à l'article 72, § 1er, du projet, alors qu'un autre contribuable se voit refuser l'exemption en raison d'agissements d'un parent ou d'un allié, repose sur des circonstances sur lesquelles le contribuable ne peut influer et qui, par elles-mêmes, ne lui procurent aucun avantage.

Pour demeurer conforme à l'article 6 de la Constitution, une différence de traitement en matière d'impôt doit reposer sur une différence de situation propre au contribuable concerné".

.../...

- - - - - - - - - - -

(1) "Certes une règle analogue est portée par l'article 67, 8°, du Code des impôts sur les revenus. Cependant, les deux hypothèses - celle de l'article 67, 8°, et celle du présent texte - sont très différentes. Dans le premier cas, il s'agit d'une plus-value réalisée à l'occasion d'une cession d'actions ou de parts de sociétés. Or, une telle cession est volontaire par hypothèse. Dans le cas de l'article présentement examiné, au contraire, le contribuable n'a pas le moyen de se soustraire à l'imposition. Par ailleurs, s'il est vrai que l'énumération qui figure au paragraphe 7 de l'article 77 du projet coïncide en grande partie avec celle de l'article 82, § 1er, du Code des impôts sur les revenus, c'est sous l'importante réserve que cette dernière disposition énumère les personnes à charge du contribuable et qui font partie de son ménage, ce qui implique le minimum de cohésion familiale qui justifierait la mesure portée par l'article 72, § 4, alinéa 2".

Article 39.

En sa première partie, le paragraphe 3 porte que "le personnel supplémentaire est déterminé par la comparaison entre la moyenne des travailleurs du contribuable au cours de chacune des années 1985 à 1988 et celle de l'année 1984". Ce texte est similaire à celui de l'article 26, § 3, de la loi du 10 février 1981 de redressement relative aux dispositions fiscales et financières.

Dans le cas d'une exploitation industrielle, commerciale ou agricole qui aurait débuté après le 31 décembre 1984, on pourrait se demander si l'indication de 1984 comme année de référence aurait encore un sens. Dans le même cas, la notion de personnel supplémentaire semblerait peu adéquate. Selon le délégué du Ministre, l'année 1984 demeure, même dans ce cas, l'année de référence.

Dès lors, une exploitation qui aurait commencé en 1985 et qui n'aurait qu'un membre du personnel, serait censée avoir une "unité de personnel supplémentaire" par rapport à 1984 (la moyenne des travailleurs au cours de cette année étant égale à zéro).

Comme cette portée du texte ne ressort pas clairement de la rédaction de la première partie du paragraphe, cette explication devrait au moins figurer dans l'exposé des motifs.

Au même paragraphe, le membre de phrase qui commence par les mots "étant entendu que ..." devrait former un alinéa distinct qui, par ailleurs, serait mieux rédigé comme il sera proposé ci-après.

.../...

Le membre de phrase "... telle que cette notion est appliquée chez le contribuable" signifie, selon les indications fournies au Conseil d'Etat, qu'il est fait référence à la durée du travail d'un membre du personnel employé à temps plein. Si, par exemple, chez un contribuable déterminé, la semaine de travail est de trente-huit heures, les nombres d'heures des emplois à temps partiel sont additionnés et la somme obtenue est ensuite divisée par trente-huit pour obtenir la conversion des emplois à temps partiel en emplois à temps plein.

De toute façon, le membre de phrase gagnerait à former une phrase distincte.

Dans le même paragraphe, la dernière phrase gagnerait à former un alinéa séparé.

Le texte suivant est proposé pour l'ensemble du paragraphe :

"§ 3. Le personnel supplémentaire est déterminé par la comparaison entre la moyenne des travailleurs occupés par le contribuable au cours de chacune des années 1985 à 1988 et la moyenne de l'année 1984.

Dans les entreprises dont la moyenne des travailleurs occupés au cours de l'année 1982 dépasse neuf unités, la moyenne des travailleurs de l'année 1984 ne peut être prise en considération que si elle n'est pas inférieure à celle de 1982, augmentée d'une unité, ces moyennes étant converties en emplois à temps plein. L'emploi à temps plein est celui qui est appliqué comme tel par chaque contribuable.

Il n'est pas tenu compte des membres du personnel qui étaient occupés antérieurement dans des entreprises avec lesquelles le contribuable se trouve directement ou indirectement dans des liens quelconques d'interdépendance ou dont il continue l'activité en tout ou en partie".

La première citation du Code des impôts sur les revenus étant assez éloignée du paragraphe 5, mieux vaudrait, dans ce dernier paragraphe, écrire : " ... l'application de l'article 23, § 2, du Code des impôts sur les revenus ...".

+

L'article 26 de la loi du 10 février 1981 contient un paragraphe 5, rédigé comme suit :

> "Le Roi règle l'exécution du présent article et, notamment, les cas particuliers prévus aux articles 40, § 1er, et 124 du Code des impôts sur les revenus, les situations résultant d'un exercice comptable dont la durée est inférieure ou supérieure à douze mois ainsi que les modalités d'imputation de l'immunité sur les bénéfices imposables".

Encore que l'article 67 de la Constitution puisse fournir le fondement à l'exécution par le Roi de l'article 39 de l'avant-projet, il semblerait cependant utile qu'un texte semblable à celui du paragraphe 5 précité soit introduit dans l'article 39. Le délégué du Ministre en est convenu.

Article 40.

Paragraphe 1er :

Au 1°, l'expression "option sur actions" est trop

restrictive. En effet, toutes les sociétés au sens de l'article 94 du Code des impôts sur les revenus sont concernées par l'article 40, que ce soient des sociétés par actions (S.A.) ou des sociétés de personnes (S.P.R.L.). Si la société anonyme a des actions, la société de personnes à responsabilité limitée a des parts sociales. Le 2° fait d'ailleurs expressément référence à cette différence. Il ne paraît pas nécessaire de dénommer la convention plus amplement que "convention d'option", ni par conséquent de définir, au 1°, davantage que l' "option" ou, à la rigueur, l' "option sur parts de capital".

Les autres dispositions du paragraphe devront être adaptées en conséquence.

Au 2°, mieux vaudrait écrire " ... à céder à un travailleur ..." puisque le 6° définit ce qu'il faut entendre par ce dernier terme.

Le 4° définit la "levée d'une option sur actions". Il ressort du paragraphe 3, 6° et 7°, que la levée d'option peut être totale ou partielle, c'est-à-dire unique ou fractionnée. Cette précision devrait être indiquée dans le 4°, ainsi qu'il suit :

"4° par levée totale ou partielle d'une option, l'acquisition par le travailleur, en une ou plusieurs fois et dans les formes prévues ...".

Paragraphe 2 :

L'alinéa 1er immunise de tout impôt direct l'avantage obtenu par le travailleur qui lève l'option. Cet avantage est

.../...

constitué "par l'excédent que présente la valeur des actions ou (des) parts revenant au travailleur, lors de la levée d'une option sur actions, par rapport au prix de l'option". Pareille définition suppose donc qu'il y ait un excédent.

L'alinéa 2 a pour objet de fixer des règles pour la détermination de cet excédent. Il est ambigu. En effet, deux valeurs doivent être prises en considération : d'une part, celle des actions au moment où la convention d'option a été conclue, c'est-à-dire au moment où le prix de l'option est déterminé, et, d'autre part, celle des actions au moment où la levée d'option a lieu.

Il eût été plus simple d'établir la règle selon laquelle le prix d'option ne peut être inférieur à la valeur des actions (ou des parts sociales) au moment où la convention est conclue. Aussi est-il proposé :

A - d'introduire un nouveau paragraphe 2 qui reproduirait la majeure partie du paragraphe 2, alinéa 2, de l'avant-projet.

Ce nouveau paragraphe 2 serait rédigé comme suit :

"§ 2. Le prix de l'option ne peut être inférieur :

a) pour les titres cotés en bourse : à la valeur mentionnée dans le prix courant établi par l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, conformément aux arrêtés royaux du 16 décembre 1926 et du 31 mars 1936, pour fixer la valeur des effets publics, actions et obligations, et publié pour le mois au cours duquel la convention d'option est conclue;

.../...

b) pour les titres non cotés en bourse : à la valeur qui résulte de la division du montant des capitaux propres de la société par le nombre d'actions ou parts représentatives du capital de cette dernière, les capitaux propres étant ceux qui sont déterminés conformément au schéma du bilan établi par la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, et qui sont mentionnés dans le dernier bilan clôturé avant la date de la convention d'option";

B - de réserver à un paragraphe 3 le texte du paragraphe 2, alinéa 1er, du projet, moyennant l'ajout de la phrase suivante :

"La valeur des actions ou des parts sociales lors de la levée de l'option ne peut être inférieure à celle qui est établie de la manière indiquée au paragraphe 2, (en prenant comme référence la date de la levée de l'option)".

Les propositions suggérées ci-avant, nécessitent la révision de toutes les références aux divers paragraphes.

Paragraphe 3 (devenant 4) :

Au 1°, il faut écrire, conformément à l'exposé des motifs :

"1° la convention d'option est conforme à une convention-type préalablement approuvée par l'assemblée générale des associés; elle fait référence au présent article dans son intitulé;"

Le 3° peut être supprimé, en raison des textes proposés pour les nouveaux paragraphes 2 et 3.

.../...

Le 6° contient deux idées différentes : d'une part l'option ne peut être levée que par le travailleur qui a conclu la convention (le droit de lever l'option est donc incessible et intransmissible); d'autre part, l'option doit être levée dans un certain délai. Cette dernière règle trouverait mieux sa place dans un nouveau 6° (1) rédigé comme suit :

"6° l'option doit être levée entre la quatrième et la huitième année de la date de la convention d'option".

Paragraphe 4 (devenant 5) :

D'après les explications fournies au Conseil d'Etat, il ressort des dispositions combinées du paragraphe 3, 8°, et du paragraphe 4, alinéa ler, qu'à l'expiration des cinq périodes imposables suivant la levée d'une option,plus rien ne s'oppose à ce que les parts sociales soient converties en titres au porteur, pourvu qu'il s'agisse d'actions et que les statuts de la société ne fassent pas obstacle à cette conversion.

Article 41.

Par souci de cohérence interne du projet, mieux vaudrait écrire, comme dans les autres articles, "modifié par l'article 10 de la loi du 27 décembre 1977".

.../...

---

(1) Par suite de la suppression du 3°, les 4°, 5° et 6° deviennent respectivement les 3°, 4° et 5°.

Article 42.

Cet article est le seul à être précédé d'un intitulé. Celui-ci ne paraît pas être justifié.

Au paragraphe ler, il faut écrire : "La présente loi est applicable :".

Au 1°, le mot "articles" a été omis par erreur dans le texte français.

+

Le paragraphe 2 serait mieux compris si l'on y écrivait : " ... reste applicable à la taxation ultérieure des capitaux, valeurs de rachat et autres allocations uniques qui ont été payés ou attribués avant le ler janvier 1985 ...".

+

Il ressort du paragraphe 3, que l'arrêté royal n° 187, dans son texte originel, demeure applicable aux centres de coordination reconnus (et non "agréés" comme il est écrit dans le texte français - voyez l'article 7 de l'arrêté n° 187) avant l'entrée en vigueur de l'article 34.

L'exposé des motifs apporte une précision importante : les centres existants peuvent demander "leur agrément conformément à l'arrêté royal n° 187, tel qu'amendé par le présent projet".

L'expression "centres existants" se réfère à la fois aux centres qui ont été créés avant l'entrée en vigueur de l'arrêté n° 187, et qui ne peuvent pas être reconnus en application de cet arrêté, et aux centres qui sont reconnus. Ces derniers ont donc la possibilité de demander un agrément selon les dispositions en projet, et de renoncer ainsi au bénéfice du régime instauré par l'arrêté n° 187. Pareille possibilité ne ressort pas de l'article 42, § 3. Aussi est-il nécessaire que l'alinéa 2 de celui-ci soit complété par le membre de phrase suivant :

"sauf si ceux-ci sont agréés conformément aux dispositions modifiées".

Dans le texte français de l'alinéa 2, il faut écrire " ... qui ont été reconnus .. au lieu de "qui ont été agréés". En effet, l'article 7 de l'arrêté royal n° 187 utilise le terme "reconnu", alors que l'article 34 du projet emploie le mot "agréé".

VOORAFGAANDE OPMERKING.

De Regering zal hebben na te gaan of de memorie van toelichting, die overigens zeer volledig is, ter wille van de duidelijkheid niet beter vergezeld zou gaan van een artikelsgewijze bespreking van het ontwerp.

Voor het overige moet de Raad van State zich, wegens de korte termijn die hem is toegemeten, beperken tot de hiernavolgende opmerkingen :

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 2.

Aangezien de bepaling onder 7° van artikel 19 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen al eerder vervangen is bij artikel 4, 1°, van de wet van 28 december 1983, zou het artikel eenvoudiger moeten worden gesteld als volgt :

"Artikel 2.-

Artikel 19, 7°, e, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij artikel 4 van de wet van 28 december 1983, wordt aangevuld als volgt :

"en het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet".

.../...

Artikel 3.

Artikel 32bis, derde lid, 2°, a, van het Wetboek voorziet in de vrijstelling van de pensioenen, renten, kapitalen en afkoopwaarden indien de in artikel 54 bepaalde vrijstelling van de bijdragen van levensverzekering niet werd "gevraagd". De ontworpen wet beoogt daar het geval aan toe te voegen dat de in artikel 87bis bedoelde belastingvermindering niet werd "gevraagd".

1. In beide gevallen lijkt het voltooid deelwoord "gevraagd" niet deugdelijk, aangezien het mogelijk is dat de vrijstelling of de vermindering wel gevraagd, maar niet verkregen is, terwijl het kennelijk de niet-verkrijging van die vrijstelling of van die vermindering is, die de in aanmerking te nemen maatstaf vormt.

2. De belastingvermindering komt aan bod nadat het volledig vrijgestelde gedeelte is uitgeput. Aangezien voor de vrijstelling van de pensioenen, renten, kapitalen en afkoopwaarden vereist is dat aan de bijdragen geen enkel fiscaal voordeel is verbonden, heeft de verwijzing naar de in het nieuwe artikel 87bis bedoelde vermindering blijkbaar alleen belang ingeval er verscheidene contracten opgemaakt zijn. De ontworpen tekst zou derhalve de strekking van de voorgestelde wijziging duidelijker tot uiting moeten doen komen.

.../...

De volgende tekst zou in aanmerking kunnen worden genomen :

"Artikel 3.-

Artikel 32bis, derde lid, 2°, a, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 19 van de wet van 5 januari 1976, wordt vervangen door de volgende tekst :

"a) de in artikel 54 bedoelde vrijstelling of de in artikel 87bis bedoelde belastingvermindering niet werd verkregen;".

Artikel 4.

Het artikel zou op een meer gebruikelijke wijze geredigeerd zijn als het in de volgende bewoordingen werd gesteld :

"Artikel 4.-

In titel II, hoofdstuk II, afdeling 4, onderafdeling 1, van hetzelfde Wetboek wordt een nieuwe onderverdeling "H.- Pensioenen betaald of toegekend aan echtgenoten", ingevoegd, met een als volgt luidend artikel 32quater :

"Artikel 32quater. In artikel 20, 5°, bedoelde inkomsten ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 5.

Volgens de ontworpen tekst, die opnieuw een 6° opneemt in artikel 45 van het Wetboek, zouden onder meer be-

.../...

schouwd worden als bedrijfslasten in hoofde van hun schuldenaar, de rust- en overlevingspensioenen, de lijfrenten of tijdelijke renten, alsmede de als zodanig geldende toelagen, in zover hun bedrag niet hoger is dan de sommen "welke de storting van in 3°, b (van hetzelfde artikel 45) bedoelde bijdragen tot gevolg zou hebben gehad".

Met die restrictieve formule zouden de stellers van het ontwerp de aftrekbaarheid van buitensporig geachte pensioenen willen vermijden.

De loutere verwijzing naar artikel 45, 3°, b, van het Wetboek maakt het niet mogelijk te bepalen welke grens toepasselijk is. Dat 3°, b, slaat immers alleen op de "werkgeversbijdragen voor aanvullende verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood wanneer die bijdragen, buiten enige wettelijke verplichting definitief worden gestort aan een in België gevestigde onderneming of sociale verzekerings- of voorzorgskas, met het oog op het vestigen van een rente of van een kapitaal in geval van leven of van overlijden".

Naar aan de Raad van State is verklaard, zou de in de ontworpen tekst gebruikte formule impliciet verwijzen naar een "Akkoord" tussen, enerzijds, het Verbond van Belgische ondernemingen, de Beroepsvereniging der verzekeringsondernemingen, de Belgische Vereniging van pensioenfondsen en de Vereniging der verzekerden van de industrie, en, anderzijds, de Administratie der directe belastingen.

.../...

De tekst van dit "Akkoord" is, zonder opgave van datum, bekendgemaakt in het Bulletin der belastingen, nr 615 van maart 1983, bladzijde 632. Men leest er onder punt 18 :

> "Het te bereiken doel, zoals bepaald door het reglement (1), gevoegd bij de andere toekenningen naar aanleiding van een door het reglement bedoelde pensionering, zowel wettelijke als extra-wettelijke en alle uitgedrukt in jaarlijkse renten, gewaarborgd op het hoofd van de begunstigde (met uitzondering echter van de toekenningen uit hoofde van individuele levensverzekeringen of ermede gelijkgestelde toekenningen, maar met inbegrip van die welke voortvloeien uit een contractuele verbintenis al dan niet gedekt door een bedrijfsleidersverzekering) mag niet meer bedragen dan 100 pct. van het gemiddelde van de normale nettobezoldiging van de laatste vijf jaar van normale beroepswerkzaamheid".

In de zin van dat beding omvat de nettobezoldiging niet de persoonlijke bijdragen voor sociale zekerheid of voor aanvullend pensioen en evenmin de bedrijfslasten, welke de gepensioneerden niet meer te dragen hebben. De nettobezoldiging sluit evenwel de fiscale last in, zodanig dat het pensioen, na aftrek van de belasting, hetzelfde bedrag kan bereiken als de bezoldiging, na aftrek van de belasting, van de laatste jaren van de loopbaan.

Kortom, de Administratie der directe belastingen verleent fiscale voordelen voor de vestiging van een privépensioen dat op vijfenzestig jaar (veertig jaar loopbaan) hetzelfde bedrag kan bereiken als de wedde.

.../...

---

(1) Het gaat om de algemene voorwaarden van de privaatrechtelijke contracten welke de polis "groepsverzekeringen" vormen.

De grens die in het ontworpen artikel 45, 6°, bepaald wordt onder verwijzing naar 3°, b, van hetzelfde artikel, kan een rechtstreekse invloed hebben op de vaststelling van het belastbaar inkomen van de werkgever; zij raakt dus de belastinggrondslag.

Om te voldoen aan artikel 110 van de Grondwet, moet die grens uitdrukkelijk worden bepaald door de wet, dit wil zeggen, in het Wetboek. Het is niet denkbaar dat zij zou voortvloeien uit een akkoord dat gesloten is tussen een bestuur en beroepsgroeperingen en dat bovendien te allen tijde kan worden herzien.

Ten slotte zou de tekst die voorkomt in het akkoord, niet in het Wetboek kunnen worden ingevoegd zonder een grondige herziening van de redactie, die bijzonder onnauwkeurig is. Zo is de uitdrukking "het te bereiken doel" kennelijk niet dienstig om een verbod uit te drukken.

De conclusie is dan ook dat het artikel moet worden herzien.

Artikel 6.

Het begin van het artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"In de Franse tekst van artikel 48, § 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 37 van de wet van 31 juli 1984, worden de woorden ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 7.

Men schrijve :

"In artikel 71 van hetzelfde Wetboek worden paragraaf 1, 7°, en paragraaf 5, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 8.

Het begin van het artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"In artikel 82 van hetzelfde Wetboek, § 1, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1977 en 11 april 1983, en § 5, gewijzigd bij de wetten van 20 juli 1971 en 22 december 1977, wordt het bedrag ... (voorts zoals in het ontwerp)".

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat het bedrag van 30.000 frank eveneens zou moeten worden gewijzigd in artikel 81, § 2, 3°, van het Wetboek.

Artikel 9.

Paragraaf 1 zou eenvoudiger kunnen worden geredigeerd als volgt :

"§ 1. In titel II, hoofdstuk III, afdeling 1, van hetzelfde Wetboek worden onderafdeling 3bis en artikel 87bis, vervangen bij artikel 1 van de wet van 28 december 1983 en

.../...

gewijzigd bij artikel 39 van de wet van 31 juli 1984, respectievelijk onderafdeling 3ter en artikel 87ter".

In paragraaf 2 zouden het 2° en het 3° moeten worden samengevoegd als volgt :

"2° in de tekst onder 1°, 2°, 3° en 4°, worden de woorden "van wie de belastbare bedrijfsinkomsten (...) bestaan uit" vervangen door de woorden "van wie het belastbaar inkomen (...) bestaat uit".

Artikel 10.

In paragraaf 3 schrijve men in de ontworpen tekst : "... van toepassing op iedere echtgenoot ...".

Artikel 11.

Men schrijve :

"Artikel 11.-

In artikel 88 van hetzelfde Wetboek, worden het tweede en het derde lid, ingevoegd bij artikel 8 van de wet van 24 december 1964, opgeheven".

.../...

Artikel 13.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 92, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 27 van de wet van 5 januari 1976, bij artikel 12 ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 14.

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 14.-

In artikel 93 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

"1° Paragraaf 1, 2°, gewijzigd bij artikel 14, 1° en 2°, van de wet van 3 november 1976, bij artikel 8, 2°, van de wet van 22 december 1977, bij artikel 3, 2°, van het koninklijk besluit nr 2 van 15 februari 1982 en bij artikel 8, 1°, van het koninklijk besluit nr 29 van 30 maart 1982, wordt aangevuld als volgt :

"f) ... (zoals in het ontwerp);

g) ... (zoals in het ontwerp);

h) ... (zoals in het ontwerp)".

2° In paragraaf 2, gewijzigd bij artikel 11, 3°, van de wet van 15 juli 1966 en bij artikel 8, 3°, van de wet van 22 december 1977, worden de woorden ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 15.

Het artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 15.-

Artikel 93bis, § 1, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 1 van het koninklijk besluit nr 10 van 15 februari 1982 en gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 28 december 1983, wordt opgeheven".

Artikel 16.

Met dit artikel wordt aanvulling beoogd van artikel 95, tweede lid, van het Wetboek ten einde de Koning bevoegd te maken voor het bepalen van "de mate waarin en de wijze waarop de bedrijfsverliezen van de vennootschap onder de vennoten worden verdeeld".

Het kan er in deze bepaling niet om gaan de verdeling van de verliezen verricht met inachtneming van de overeenkomsten eigen aan personenvennootschappen te belemmeren, maar wel ze in aanmerking te nemen met het oog op de toepassing van de belastingwetten.

De mate waarin de verdeling van de verliezen fiscaal zal worden geaccepteerd, beïnvloedt de belastbare basis en raakt dus de grondslag van de belasting.

.../...

De bepaling die bij wijze van informatie in de memorie van toelichting is aangehaald en bestemd is om te worden ingevoegd in het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek, dient door de wetgever zelf te worden aangenomen, wil men de bevoegdheid respecteren die hem bij artikel 110 van de Grondwet verleend is, welke bevoegdheid een uitsluitende bevoegdheid is en niet vatbaar is voor delegatie.

In hetzelfde verband meent de Raad van State bij de huidige redactie van artikel 95, tweede lid, te moeten herinneren aan de soortgelijke opmerking die hij, zeer uitvoerig, gemaakt heeft in een op 19 maart 1973 gegeven advies over het ontwerp dat de wet van 25 juni 1973 geworden is met als opschrift : wet tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen met betrekking tot, inzonderheid, de belastingheffing over meerwaarden, de grondslag en de berekening van de vennootschapsbelasting en de belasting der niet-verblijfhouders, zomede tot de beteugeling van sommige vormen van belastingontduiking en -ontwijking (Gedr. St. Kamer, zitt. 1972-1973, nr 521/1 van 29 maart 1973, blz. 41 tot 49).

Artikel 18.

Men schrijve :

"Artikel 108, 3°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 29 van de wet van 25 juni 1973, wordt opgeheven".

.../...

Artikel 19.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te redigeren :

"In artikel 109 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 4°, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 25 juli 1974 en bij artikel 27 van de wet van 8 augustus 1980, worden de woorden "van 30.000 frank", ... (voorts zoals in het ontwerp);

2° het 5°, ingevoegd bij artikel 15 van de wet van 10 februari 1981, wordt opgeheven".

Artikel 21.

In de Franse tekst van het ontworpen 3° schrijve men : "des cotisations" in plaats van "les cotisations".

Artikel 22.

De inleidende volzin moet als volgt worden gesteld :

"In artikel 138, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 11 van de wet van 19 juli 1979 en bij artikel 30 van de wet van 8 augustus 1980, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

In 2° schrijve men "het lid" in plaats van "het artikel".

.../...

Artikel 23.

In de inleidende volzin moet men schrijven : "gewijzigd bij artikel 66 (en niet 6) van de wet van 25 juni 1973 ...".

Het zou beter zijn in het ontworpen 2° te schrijven : "... vindt de aftrek geen toepassing wanneer de schuldeiser, alhoewel hij de verrichting in eigen naam heeft gedaan, in werkelijkheid is opgetreden voor rekening van derden die hem met het oog op de financiering van de verrichting de nodige middelen hebben verschaft en geheel of gedeeltelijk de aan de verrichting verbonden risico's hebben gedragen ...".

Artikel 24.

Vooraan in het artikel zou men moeten schrijven : "Artikel 191, eerste lid, 5°, van hetzelfde Wetboek, ...".

Artikel 29.

Artikel 305 van het Wetboek heeft een algemene strekking. Het is van toepassing op alle sommen die als de inkomstenbelasting verschuldigd zijn.

De ontworpen tekst heeft betrekking op het bijzondere geval van de bedrijfsvoorheffing. Hij zou derhalve beter in de vorm van een afzonderlijk lid worden opgenomen.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor de inleidende volzin :

.../...

"In artikel 305 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 25 juli 1974, wordt tussen het tweede en het derde lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt : ...".

Artikel 30.

Er moet staan : "gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 27 juni 1966" en niet "gewijzigd bij artikel 30, § 5, 4°, van de wet van 15 juli 1966".

De artikelen 33 en 34, § 1, nr 5.

Artikel 33 voorziet in de opheffing van het als volgt geredigeerde artikel 9, § 1, a, van het koninklijk besluit nr 118 van 23 december 1982 betreffende de oprichting van tewerkstellingszones :

> "Het kaderpersoneel en de vorsers van vreemde nationaliteit in dienst van de onderneming gevestigd in een tewerkstellingszone zijn voor de duur van hun tewerkstelling in de tewerkstellingszone niet onderworpen :
>
> a) aan de bepalingen van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders".

De Raad van State had in zijn advies van 16 november 1982 over het ontwerp van koninklijk besluit nr 118 de Regering opmerkzaam gemaakt op de onbestaanbaarheid van de voormelde bepaling met de regeling van de Europese Gemeenschappen (Belgisch Staatsblad van 29 december 1982, blz. 15.359 en 15.360). In de memorie van toelichting bij het voorontwerp van wet wordt uiteengezet dat het ter wille van die Europese regeling is, dat artikel 9, § 1, a, van het koninklijk besluit nr 118 thans wordt opgeheven.

Artikel 34, § 1, nr 5, voorziet in de opheffing van artikel 6, § 1, a, van het koninklijk besluit nr 187 van 30 december 1982 betreffende de oprichting van coördinatiecentra,

welk artikel tot dezelfde moeilijkheid aanleiding geeft als artikel 9, § 1, a, van het besluit nr 118.

Die tweevoudige opheffing kan alleen maar worden goedgekeurd. De onderzochte bepalingen zijn evenwel niet van fiscale aard. Zij zouden dan ook uit het onderhavige ontwerp moeten worden verwijderd, ofwel zou het opschrift van dit laatste moeten worden gewijzigd.

+

De opheffingsprocedure waarvoor in artikel 33 gekozen is, biedt het voordeel dat zij niet de goedkeuring van een nieuwe bepaling door de Wetgevende Kamers vereist; zij levert echter het nadeel op dat in paragraaf 1 van artikel 9 van het koninklijk besluit nr 118 van 23 december 1982 een b overblijft zonder dat er nog een a aan beantwoordt.

Het zou wellicht beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"Artikel 33.-

Artikel 9, § 1, van het koninklijk besluit nr 118 van 23 december 1982 betreffende de oprichting van tewerkstellingszones, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 1. Het kaderpersoneel en de onderzoekers van vreemde nationaliteit die in dienst zijn van de in een tewerkstellingszone gevestigde ondernemingen, zijn voor de duur van hun tewerkstelling in deze zone niet onderworpen aan de verplichting een arbeidskaart of een beroepskaart te verkrijgen".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 34, § 1, nr 5, waarbij artikel 6, § 1, a, van het koninklijk besluit nr 187 van 30 december 1982 betreffende de oprichting van coördinatiecentra, wordt opgeheven.

Artikel 34.

A. Artikel 34, § 1, vervangt in punt 1 artikel 3 van het koninklijk besluit nr 187. De ontworpen tekst luidt aldus :

"Opdat de artikelen 5 en 6 van toepassing zouden zijn, moet het centrum aan de volgende vereisten voldoen :

1° ...

2° ...

3° erkend zijn door de Koning op voordracht van de Minister van Financiën, van de Minister van Economische Zaken, van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van de Minister van Middenstand".

In de oorspronkelijke versie van artikel 3 werden, weliswaar met enige verschillen, slechts de eerste twee eisen gesteld. Een artikel 7, dat door artikel 34, § 1, nr 6, van het ontwerp wordt opgeheven, bepaalt het volgende :

"§ 1. Het centrum dat voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 3 wordt erkend door een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit op voordracht van de Minister van Financiën en de Minister van Economische Zaken.

§ 2. Het centrum moet erkend zijn binnen drie jaar na de bekendmaking van dit besluit, wil het voor de voordelen ervan in aanmerking komen.

§ 3. Dit besluit is van toepassing op de centra die na zijn inwerkingtreding zijn opgericht".

Het is niet eender of men de erkenning voorstelt als één van de voorwaarden voor het verkrijgen van fiscale voordelen, zoals het ontwerp doet, dan wel of men er een gewoon vormvereiste van maakt voor de erkenning waarop het centrum recht zou hebben zodra het de in artikel 3 bepaalde grondvoorwaarden vervult (formule van het van kracht zijnde artikel 7). In het tweede geval is de bevoegdheid van de Koning gebonden. Zoals het ontworpen artikel 3 geredigeerd is, stelt het de erkenning van het centrum door de Koning echter voor als een bijkomende voorwaarde die van de twee andere onderscheiden is.

.../...

De memorie van toelichting brengt voor deze nieuwe voorstellingswijze van de erkenning hoegenaamd geen verantwoording; integendeel, ze wijst erop dat de toestand die uit de wijziging zal ontstaan ten gronde generlei verandering zal meebrengen. Zij stelt het immers als volgt :

> "Het ontwerp preciseert daarenboven dat het centrum moet erkend zijn door de Koning op voordracht van de Minister van Financiën, de Minister van Economische Zaken, de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Minister van Middenstand. Het is aangewezen de erkenning door de Koning, die is gesteld door artikel 7 van het koninklijk besluit, als voorwaarde voor het bekomen van het stelsel omschreven door dat koninklijk besluit, op te nemen in artikel 3 dat de voorwaarde opsomt waaraan het centrum moet voldoen.
>
> Die erkenningsvoorwaarde wordt als dusdanig een wezenlijke vormvoorwaarde. Ze wijzigt echter noch de tussenkomst van het Comité samengesteld uit de vier ondertekenende Ministers, noch van de werkgroep ad hoc aan wie de Ministerraad de concrete behandeling van de dossiers heeft opgelegd. Geen andere bijkomende voorwaarde voor wat de vorm of de inhoud betreft, dan die waarin uitdrukkelijk is voorzien, kan dus geëist worden voor de erkenning van een coördinatiecentrum, zoals bij voorbeeld de verplichting een bepaalde localisatie te eerbiedigen".

In het bijzonder zij opgemerkt dat als de bevoegdheid van de Koning niet gebonden was, de verplichting tot het eerbiedigen van een bepaalde localisatie in het erkenningsbesluit zelf zou kunnen worden opgelegd, hetgeen zou ingaan tegen de uitdrukkelijke bewoordingen van de memorie van toelichting.

De redactie van de tekst zou derhalve moeten worden herzien, bijvoorbeeld derwijze dat opnieuw bij de huidige voorstelling van de bepalingen wordt aangeknoopt.

B. 1. Het ontworpen artikel 4 zou, zoals het geredigeerd is, gelet op artikel 42, § 3, eerste lid, van het ontwerp, tot gevolg hebben dat de in de artikelen 5 en 6 bedoelde

voordelen nu eens voor tien, dan weer voor elf belastbare boekjaren zouden worden verleend (dit laatste geval zou zich voordoen wanneer het boekjaar niet met het kalenderjaar zou samenvallen en de aanvraag tussen het begin van het boekjaar en het einde van het kalenderjaar zou zijn ingediend). Volgens de gemachtigde van de Minister zou de tekst zo gewijzigd moeten worden dat alle centra de fiscale voordelen even lang genieten, ongeacht de datum van de aanvraag; voor het bepalen van die periode zouden echter een nieuw Regeringsvoorstel en een beslissing van de Wetgevende Kamers nodig zijn.

In ieder geval zou de wijziging die in artikel 4, eerste lid, van het besluit nr 187 aangebracht moet worden, uitsluitend betrekking moeten hebben op belastbare tijdperken en niet op een belastbaar tijdperk en op een kalenderjaar.

2. Wat het belang is van het tweede lid van het ontworpen artikel 4, is niet duidelijk. Geen enkele bepaling van de ontworpen wet verbiedt dat een krachtens die wet erkend centrum bij het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde periode een nieuwe erkenning zou vragen. In dat geval wordt de nieuwe erkenning door de Koning verleend overeenkomstig het ontworpen artikel 3, 3°.

Het zou bijgevolg nogal paradoxaal zijn dat voor een door het tweede lid toegestane verlenging met tien jaar, een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit vereist zou zijn terwijl voor de erkenning zelf een zodanig overleg niet hoeft.

Zowel in het ene als in het andere geval moet de vennootschap een aanvraag indienen. Het tweede lid behoort dan ook te vervallen.

De gemachtigde van de Minister heeft zijn instemming daarmee betuigd.

.../...

C.1. In het ontworpen artikel 5, § 1, is het enigszins tegenstrijdig dat in eenzelfde volzin het voornemen te kennen gegeven wordt om van sommige bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen af te wijken en dat ten dele op grond van dezelfde bepalingen, een vast minimumbedrag wordt bepaald.

Er wordt dan ook voorgesteld het voorschrift zodanig te formuleren dat het twee leden telt :

"Artikel 5.-

§ 1. In afwijking van de artikelen 96 tot 115, 142 en 144 tot 148 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen wordt het belastbaar inkomen van het centrum op forfaitaire wijze vastgesteld.

Die vaststelling geschiedt op basis van de uitgaven en werkingskosten, met uitsluiting van de personeelskosten en de financiële kosten, zonder dat het aldus vastgestelde inkomen lager mag zijn dan het bedrag gevormd door het totaal van : ... (voorts zoals in het ontwerp)".

2. In het ontworpen artikel 5, § 2, schrijve men "Artikel 126" in plaats van "De bepalingen van artikel 126 ...".

+

Voor het overige stelt de inwerkingtreding van artikel 34 een probleem dat naar aanleiding van artikel 42, § 3, aan de orde zal komen.

Artikel 35.

In de inleidende volzin schrijve men : "Artikel 29, 2°, van de wet van 11 april 1983 houdende fiscale en begrotingsbepalingen ... ".

In de Franse tekst van de ontworpen bepaling schrijve men : "... qu'ils utilisent en Belgique pour l'exercice de leur activité professionnelle ...".

In de Nederlandse tekst zou men moeten schrijven : "... hun beroepswerkzaamheid" in plaats van : "... de beroepswerkzaamheid".

Artikel 36.

De wet van 31 juli 1984 behoort met haar opschrift te worden aangehaald als volgt : "van de herstelwet van 31 juli 1984".

Artikel 37.

In advies L. 16.220/1/9 dat op verzoek van de voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers door de Raad van State uitgebracht is over het ontwerp dat de wet van 31 juli 1984 geworden is (1), komt een opmerking voor waaraan de Kamer, naar het schijnt om redenen van urgentie, niet voldoende aandacht heeft kunnen besteden.

Een aanzien van het thans ontworpen artikel kan de Raad van State niet anders dan die opmerking mutatis mutandis in herinnering te brengen.

> "De nieuwe bepaling doet afbreuk aan het beginsel van de gelijkheid van de Belgen ten aanzien van de belasting, doordat zij de grondslag van de belasting op de inkomsten van een belastingplichtige laat afhangen van bestanddelen van het vermogen van zijn bloed- en aanver-

.../...

---

(1) Gedr. St. 1983-1984, nr 927/28.

wanten zonder dat er enige voorwaarde van gezinssamenhang wordt gesteld of enig vermoeden van het stellen van een tussenpersoon wordt gevestigd (1).

Het feit dat een belastingplichtige die geen echtgenoot, noch bloed- of aanverwanten heeft, geen gevaar loopt de in artikel 72, § 1, van het ontwerp bepaalde belastingvrijstelling te verliezen, terwijl die vrijstelling aan een andere belastingplichtige wordt ontzegd wegens bepaalde praktijken van een bloed- of aanverwant, berust immers op omstandigheden waarop de belastingplichtige geen vat heeft en die hem uit zichzelf geen enkel voordeel opleveren.

Opdat geen afbreuk wordt gedaan aan artikel 6 van de Grondwet, moet een verschil in behandeling op het stuk van belastingen berusten op een specifiek verschil in de toestand van de betrokken belastingplichtige"

Artikel 39.

In het eerste deel van paragraaf 3 wordt bepaald : "Het bijkomende personeel wordt vastgesteld door het gemiddeld personeelsbestand van de belastingplichtige tijdens ieder van de jaren 1985 tot en met 1988 te vergelijken met dat van het jaar 1984". Deze tekst komt overeen met die van artikel 26, § 3, van de herstelwet van 10 februari 1981 inzake de fiscale en financiële bepalingen.

.../...

---

(1) "Een soortgelijke regel komt weliswaar voor in artikel 67, 8°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen. De twee gevallen - dat van artikel 67, 8°, en dat van de onderhavige tekst - zijn echter sterk verschillend. In het eerste geval gaat het om een meerwaarde die verwezenlijkt wordt naar aanleiding van een overdracht van vennootschapsaandelen of -deelbewijzen. Zulk een overdracht wordt verondersteld een vrijwillige overdracht te zijn. In het geval van het hier besproken artikel daarentegen is er voor de belastingplichtige geen mogelijkheid om zich aan de belasting te onttrekken. De opsomming die voorkomt in paragraaf 7 van artikel 77 moge overigens grotendeels gelijklopen met die van artikel 82, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, er is toch dit belangrijke verschil dat in de laatstgenoemde bepaling de personen worden opgesomd die ten laste van de belastingplichtige zijn en die deel uitmaken van zijn gezin, zodat daar het minimum aan gezinssamenhang aanwezig is dat de in artikel 72, § 4, tweede lid, vervatte maatregel zou kunnen verantwoorden".

In het geval van een nijverheids-, een handels- of een landbouwbedrijf dat na 31 december 1984 zou starten, zou men zich kunnen afvragen of het nog wel zin heeft om het jaar 1984 als basisjaar te nemen. Bovendien lijkt het begrip "bijkomend personeel" in datzelfde geval niet erg geschikt. Volgens de gemachtigde van de Minister wordt zelfs in dat geval het jaar 1984 als basisjaar behouden.

Een bedrijf dat in 1985 zou starten en dat slechts één personeelslid in dienst zou hebben, zou dus worden geacht "een bijkomende personeelseenheid" te tellen ten opzichte van 1984 (vermits het gemiddeld personeelsbestand voor dat jaar gelijk staat met nul).

Aangezien die draagwijdte van de tekst niet duidelijk blijkt uit de redactie van het eerste deel van de paragraaf, zou de hierboven bedoelde uitleg ten minste in de memorie van toelichting moeten staan.

In dezelfde paragraaf zou het zinsdeel dat begint met de woorden "met dien verstande dat ...", een afzonderlijk lid moeten vormen; dat lid zou trouwens beter geredigeerd worden zoals hierna wordt voorgesteld.

Het zinsdeel "... zoals dat begrip bij de belastingplichtige van toepassing is", is volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen, te verstaan als een verwijzing naar de arbeidsduur van een in een voltijdse betrekking tewerkgesteld personeelslid. Als de arbeidsweek bij een bepaalde belastingplichtige bij voorbeeld achtendertig uren bedraagt, wordt het aantal uren van de deeltijdse betrekkingen opgeteld en wordt de aldus verkregen som vervolgens gedeeld door achtendertig ter omrekening van de deeltijdse betrekkingen in voltijdse betrekkingen.

In elk geval doet men er goed aan om van dat zinsdeel een afzonderlijke zin te maken.

In dezelfde paragraaf zou de laatste zin beter een afzonderlijk lid vormen.

De volgende tekst wordt voor de gehele paragraaf voorgesteld :

"§ 3. Het bijkomende personeel wordt vastgesteld door het gemiddelde personeelsbestand dat tijdens elk van de jaren 1985 tot en met 1988 bij de belastingplichtige is tewerkgesteld te vergelijken met het gemiddelde van het jaar 1984.

In de ondernemingen waar het gemiddelde personeelsbestand tijdens het jaar 1982 negen eenheden overtreft, komt het gemiddelde personeelsbestand van het jaar 1984 alleen in aanmerking als het niet lager ligt dan dat van 1982, vermeerderd met één eenheid, waarbij die gemiddelden tot voltijdse betrekkingen worden omgerekend. De voltijdse betrekking is die welke bij elke belastingplichtige als dusdanig van toepassing is.

Er wordt geen rekening gehouden met personeelsleden die voorheen waren tewerkgesteld in ondernemingen waarmee de belastingplichtige rechtstreeks of onrechtstreeks enigerlei band van wederzijdse afhankelijkheid heeft of waarvan hij de beroepswerkzaamheid geheel of gedeeltelijk voortzet".

Aangezien de eerste verwijzing naar het Wetboek van de inkomstenbelastingen vrij ver van paragraaf 5 staat, zou in deze laatste paragraaf beter worden geschreven : "... de toepassing vraagt van artikel 23, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen ...".

+

Artikel 26 van de wet van 10 februari 1981 bevat een paragraaf 5, gesteld als volgt :

> "De Koning regelt de uitvoering van dit artikel en inzonderheid wat betreft de gevallen waarvan sprake bij de artikelen 40, § 1, en 124 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, de toestand die voortvloeit uit boekjaren waarvan de duur langer of korter is dan twaalf maanden zomede de wijze waarop de vrijstelling of de belastbare winst wordt aangerekend".

Hoewel de Koning voor de uitvoering van artikel 39 van het voorontwerp rechtsgrond zou kunnen vinden in artikel 67 van de Grondwet, lijkt het nuttig in artikel 39 een tekst als die van voormelde paragraaf 5 in te voegen. De gemachtigde van de Minister is het hiermee eens.

Artikel 40.

Paragraaf 1 :

Onder 1°, is de uitdrukking "aandelenoptie" te beperkend. Artikel 40 betreft immers alle vennootschappen als bedoeld in artikel 94 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, of het nu om aandelenvennootschappen (N.V.) dan wel om personenvennootschappen (P.V.B.A.) gaat. Heeft een naamloze vennootschap aandelen, een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid heeft deelbewijzen. Onder 2° wordt het onderscheid trouwens uitdrukkelijk gemaakt. Een nadere aanduiding dan "optieovereenkomst" lijkt niet noodzakelijk en het is dus ook niet nodig onder 1° meer dan van "optie" of desnoods van "optie op kapitaalsdelen" te spreken.

De overige bepalingen van die paragraaf zullen dienovereenkomstig moeten worden aangepast.

Onder 2° schrijve men liever "... aan een werknemer ... over te laten", nu punt 6° bepaalt wat er onder die term moet worden verstaan.

De tekst onder 4° definiëert de "lichting van een aandelenoptie". Uit paragraaf 3, 6° en 7°, volgt dat de lichting volledig of gedeeltelijk kan zijn, dat wil zeggen, dat ze ineens kan geschieden of in verschillende keren. Dit zou onder 4° moeten worden gepreciseerd als volgt :

"4° onder volledige of gedeeltelijke lichting van een optie, de verkrijging door de werknemers, ineens of in verschillende keren en in de vorm voorgeschreven bij § 3, 9°, van aandelen of ...".

Paragraaf 2 :

In het eerste lid wordt van elke directe belasting vrijgesteld, het voordeel dat een werknemer behaalt bij het lichten van de optie. Dat voordeel bestaat uit "het verschil tussen de waarde van de aandelen of delen die bij de lichting van een aandelenoptie aan de werknemer toekomen en de optieprijs". Een dergelijke definitie veronderstelt dus dat er een overschot is.

Het tweede lid beoogt regels vast te stellen om dat overschot te bepalen. Dat lid is dubbelzinnig. Er moeten immers twee waarden in aanmerking worden genomen : enerzijds, de waarde van de aandelen op het ogenblik van het sluiten van de optieovereenkomst, dat wil zeggen wanneer de prijs van de optie wordt bepaald, en, anderzijds, de waarde van de aandelen bij de lichting van de optie.

Het ware eenvoudiger te bepalen dat de prijs van de optie niet lager mag zijn dan de waarde van de aandelen (of deelbewijzen) op het ogenblik dat de overeenkomst wordt gesloten. Er wordt dan ook voorgesteld :

A - een nieuwe paragraaf 2 in te voegen, die paragraaf 2, tweede lid, van het voorontwerp grotendeels overneemt.

Die nieuwe paragraaf 2 zou als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. De prijs van de optie mag niet lager zijn dan :

a) voor ter beurs genoteerde effecten : de waarde bepaald in de prijscourant die door de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen overeenkomstig de koninklijke besluiten van 16 december 1926 en 31 maart 1936 wordt opgemaakt om de waarde van de openbare effecten, aandelen en schuldbrieven vast te stellen en die gepubliceerd is met betrekking tot de maand waarin de optie-overeenkomst wordt gesloten;

b) voor niet ter beurs genoteerde effecten : de waarde welke wordt verkregen door het bedrag van de eigen kapitalen van de vennootschap te delen door het aantal aandelen of delen die haar maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, waarbij de eigen kapitalen diegene zijn die bepaald worden overeenkomstig het balansschema vastgesteld bij de wetgeving of de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en vermeld zijn in de laatste balans afgesloten vóór de datum van de optie-overeenkomst";

B - met aan de tekst van paragraaf 2, eerste lid, van het ontwerp een paragraaf 3 te wijden, met toevoeging van de volgende zin :

"De waarde van de aandelen of deelbewijzen bij de lichting van de optie mag niet lager zijn dan die welke op de in paragraaf 2 aangegeven wijze bepaald is, (waarbij de datum van de lichting van de optie als basis wordt genomen)".

De hierboven gedane voorstellen maken een herziening noodzakelijk van alle verwijzingen die in de verschillende paragrafen voorkomen.

/

Paragraaf 3 (dat 4 wordt) :

Onder 1° moet, overeenkomstig de memorie van toelichting, worden geschreven :

"1° de optie-overeenkomst stemt overeen met een modelovereenkomst die vooraf door de algemene vergadering der aandeelhouders is goedgekeurd; zij verwijst in haar opschrift naar het onderhavige artikel;".

De tekst onder 3° kan vervallen, gelet op de teksten die voor de nieuwe paragrafen 2 en 3 voorgesteld zijn.

In de tekst onder 6° zijn twee verschillende ideeën verwerkt : enerzijds kan de optie alleen worden gelicht door de werknemer die de overeenkomst heeft gesloten (het recht tot het lichten van de optie kan dus niet worden afgestaan of overgedragen); anderzijds moet de optie binnen een bepaalde termijn worden gelicht. Deze laatste bepaling zou beter op haar plaats zijn in een nieuw 6° (1), gesteld als volgt :

"6° de optie moet worden gelicht tussen het vierde en het achtste jaar na de datum van de optie-overeenkomst".

Paragraaf 4 (die 5 wordt) :

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg, volgt uit de combinatie van de bepalingen van paragraaf 3, 8° en van paragraaf 4, eerste lid, dat na het verlopen van de vijf belastbare tijdperken welke op de lichting van de optie volgen, niets nog belet dat de maatschappelijke delen

---

.../...

(1) Doordat 3° is weggevallen, worden de 4°, 5° en 6° respectievelijk 3°, 4° en 5°.

in effecten aan toonder worden omgezet, op voorwaarde dat het om aandelen gaat en dat de statuten van de vennootschap zich niet verzetten tegen die omzetting.

Artikel 41.

Ter wille van de interne samenhang van het ontwerp, schrijve men eerder, zoals in de andere artikelen, "gewijzigd bij artikel 10 van de wet van 27 december 1977".

Artikel 42.

Dit artikel is het enige artikel waarboven een opschrift staat. Dat opschrift lijkt niet verantwoord.

In paragraaf 1, moet worden geschreven : "Deze wet is van toepassing : ".

In de Franse tekst onder 1° werd het woord "articles" bij vergissing weggelaten.

+

Paragraaf 2 zou bevattelijker zijn, mocht men schrijven : "... blijft ... van toepassing op de latere aanslag van de kapitalen, afkoopwaarden en andere éénmalige toelagen die vóór 1 januari 1985 werden betaald of toegekend ...".

+

Uit paragraaf 3 volgt dat het koninklijk besluit nr 187 in zijn oorspronkelijke tekst van toepassing blijft op de coördinatiecentra die werden erkend ("reconnus" niet "agréés" zoals in de Franse tekst staat - zie artikel 7 van het besluit nr 187) vóór de inwerkingtreding van artikel 34

De memorie van toelichting brengt een belangrijke verduidelijking : bestaande centra kunnen "hun erkenning aanvragen overeenkomstig het koninklijk besluit nr 187 zoals gewijzigd door voorliggend ontwerp".

De uitdrukking "bestaande centra" doelt zowel op de centra die vóór de inwerkingtreding van het besluit nr 187 zijn opgericht en die niet kunnen worden erkend met toepassing van dit besluit, als op de erkende centra. Laatstgenoemde centra beschikken dus over de mogelijkheid om overeenkomstig de ontworpen bepalingen hun erkenning aan te vragen, en kunnen zodoende het voordeel van het door het besluit nr 187 ingevoerde stelsel verzaken. Dat blijkt niet uit artikel 42, § 3. Het tweede lid van dat artikel moet dan ook worden aangevuld met het volgende zinsdeel :

", behalve indien zij erkend worden overeenkomstig de gewijzigde bepalingen".

In de Franse tekst van het tweede lid moet worden geschreven "... qui ont été reconnus ..." in plaats van "qui ont été agréés". Artikel 7 van het koninklijk besluit nr 187 gebruikt immers de term "reconnu", terwijl in artikel 34 van het ontwerp het woord "agréé" wordt gebezigd.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

Ch. HUBERLANT,
P. FINCOEUR,

Mesdames : M. VAN GERREWEY,
Mevrouwen : R. DEROY,

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffiers,
griffiers.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Les rapports ont été présentés par MM. G. PIQUET, premier auditeur, et M. HANOTIAU, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. G. PIQUET, eerste auditeur, en M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.